

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Vive
la grève générale!

P. 10

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

N° 70 — 2^e QUINZAINE D'OCTOBRE 1957

BI-MENSUEL : 30 fr.

Le 25 octobre met à l'ordre du jour la grève générale

Communistes et Socialistes doivent prendre le pouvoir sans ministres capitalistes

Pour arrêter la guerre d'Algérie, relever les salaires, exproprier les trusts

Premier anniversaire des révolutions de Pologne et de Hongrie

Il y a un an, les travailleurs de Pologne et de Hongrie entraient en lutte contre le régime bureaucratique qui leur était imposé par les agents indigènes de l'équipe dirigeante au Kremlin. Ainsi était inscrite dans les faits la révolution politique dans le cadre social de l'Etat ouvrier, qui depuis près de 25 ans se trouvait dans l'arsenal théorique et politique de la IV^e Internationale. Les masses des Etats ouvriers, même des plus récents d'entre eux, ne se tournaient pas du côté du rétablissement du capitalisme mais vers l'instauration de la démocratie dans le sein de la société nouvelle.

Plus encore: tant en Pologne qu'en Hongrie, les ouvriers instinctivement tentaient de concrétiser leurs aspirations à la démocratie sous la forme de Conseils ouvriers, commençant par intervenir dans la gestion de chaque entreprise, et se développant en organes de pouvoir, de sorte que l'Etat ouvrier aurait atteint son plein caractère démocratique comme agencement de ces Conseils où s'exprimeraient tous les courants politiques de la classe ouvrière acceptant les nouvelles formes de propriété.

L'action des masses de Pologne et de Hongrie a transporté du do-

maine de la théorie dans celui des faits ces données essentielles pour l'avenir du socialisme. N'auraient-elles abouti qu'à cela, les révolutions de Pologne et de Hongrie constitueront une page inoubliable du mouvement ouvrier.

L'opposition farouche des dirigeants des P.C. aux Conseils ouvriers et surtout à leur prétention de devenir les organes politiques de base de l'Etat ouvrier, témoigne de la compréhension très poussée chez ces dirigeants bureaucratiques du danger que constituent pour leur omnipotence politique ces organismes les plus représentatifs, les plus sensibles, des masses travailleuses. Khrouchtchev ne veut rien entendre à leur sujet pour l'Union Soviétique, où ce qualificatif de « soviétique » ne fait pour l'instant encore que rappeler que les soviets (conseils) furent les organismes de base du premier Etat ouvrier, quand il fut créé sous la direction de Lénine et Trotsky. Kadar a limité jour après jour les attributions des conseils dans les entreprises. Tito — réservant les paroles de Kerdelj relatives aux conseils hongrois uniquement à usage lointain — veille à ce qu'en

Pierre FRANK.

(Suite à la dernière page)

Nous composons ce numéro dans les jours qui précèdent immédiatement le 25 octobre et il paraîtra au lendemain de cette journée. De ce fait, si nous nous bornions à suivre les méandres des événements, ce numéro serait dépassé tant en ce qui concerne l'évolution de la crise gouvernementale que la marche de la lutte ouvrière. Mais, quels que puissent être les résultats des laborieuses tractations en cours actuellement dans le monde parlementaire, la crise fondamentale de la société française subsistera; et, d'autre part, le 25 octobre ne sera qu'une étape dans le développement de la classe ouvrière vers des combats plus durs aux objectifs plus élevés. C'est donc d'un point de vue général et non de l'actualité très immédiate que nous ferons ici le point de la situation politique en France.

Le 2 janvier 1956, plus de neuf millions de voix se portaient sur les listes du P.C.F. et de la S.F.I.O., manifestant ainsi le désir de la classe ouvrière de changer complètement d'orientation politique.

Le gouvernement Guy Mollet se constitua sous les auspices du Front Républicain soutenu par le P.C.F. qui laissa le mouvement de protestation contre la guerre d'Algérie sans direction. Les colonialistes intransigeants et les colonialistes « éclairés » revinrent de leur inquiétude. Ils comprirent tout le bénéfice qu'ils pouvaient tirer d'un gouvernement présidé par le secrétaire général du Parti Socialiste qui avait obtenu les voix du groupe parlementaire communiste dans le scrutin des « pouvoirs spéciaux ».

La classe ouvrière désorientée se démobilisa. Guy Mollet fut renversé et remplacé par le gouvernement Bourges-Maunoury auquel l'Assemblée vota de nouveaux pouvoirs pour mener à bien « la lutte contre le terrorisme ». Bourges-Maunoury ne parvint pas à faire passer la loi-cadre.

Les candidats à la Présidence du Conseil se succèdent. En réalité, la bourgeoisie est profondément divisée. Ses différentes fractions sont hésitantes devant l'obstacle. C'est d'une véritable crise de la direction bourgeoise en France qu'il s'agit.

Crise financière pouvant prendre des proportions catastrophiques. Le prochain gouvernement, comme l'a déclaré Pinay, n'aura pas d'autre solution que de demander une nouvelle avance à la Banque de France d'un montant jamais égalé dans le passé. Le rythme des importations de matières premières devra être ralenti: la récession et le chômage menacent. Devant l'échec de Pinay, Coty a confié une « mission technique » à Robert Schumann qui a tracé un tableau encore plus sombre de la situation économique: crise des paiements extérieurs, crise des paiements intérieurs; réserves de devises presque épuisées; nécessité d'une nouvelle avance de 200 milliards par la Banque de France; retrait des fonds à la Caisse d'épargne dépassant depuis cinq mois les versements.

Quant à la crise politique, elle est manifeste. Le « drame algérien », comme ils disent, est là avec ses deux milliards de dépenses quotidiennes, (Suite à la dernière page)

R. MERLIN.